

[Text]

Mr. Fee: You are not setting out an objective of focusing on certain groups. You will welcome in your office any youth group that wants to get hold of you.

Mr. Danis: There are some. It depends. For instance, we have to meet with the Canadian Federation of Students obviously.

Mr. Fee: That is a natural.

Mr. Danis: Obviously we are going to see them. I have a request from somewhat their equivalent in Quebec, *l'Association nationale des étudiants québécois*. They have asked, so I am meeting with them. I have asked to meet with student groups in New Brunswick. I have asked to meet with groups in Toronto. By the end of June I will have met with a substantial number of groups from across the country, from Vancouver to Newfoundland.

Mr. Fee: I would encourage you to keep that up.

There is something else you have not touched on yet that falls under your mandate, and that is the National Drug Awareness Program. You have not commented on that. I would like a comment from you now as to how well it is going and whether we are reaching the people we want to reach.

Mr. Danis: We are involved in a drug and alcohol abuse program with the Minister of National Health and Welfare. When announcements are made and the programs are announced, they are made by Mr. Beatty, as the Minister of National Health and Welfare. Our role in that is to put our focus on the at-risk students with regard to those issues. The national drug and alcohol strategy is within Mr. Beatty's department. Any SEED program, for instance, that would be related to that type of thing—just like AIDS strategy, or crime prevention would be the same thing—certainly would be a priority to me, and certainly drug and alcohol abuse would be. The program itself, the National Drug Strategy, is the Department of National Health and Welfare. Again, my priority on that is with regard to the at-risk students.

[Translation]

M. Fee: Mais vous n'insistez pas sur certains groupes. Vous allez rencontrer tous les groupes de jeunes qui veulent vous contacter.

M. Danis: Il y en a certains. Ça dépend. Par exemple, il est bien évident qu'il faut rencontrer la Fédération canadienne des étudiants.

M. Fee: C'est naturel.

M. Danis: Il est bien évident que nous allons les rencontrer. J'ai aussi reçu une demande de l'équivalent québécois, l'Association nationale des étudiants québécois. Elle a fait la demande, et je vais la rencontrer. J'ai demandé de rencontrer des groupes d'étudiants du Nouveau-Brunswick. J'ai demandé à rencontrer des groupes à Toronto. D'ici à la fin du mois de juin, j'aurai rencontré un nombre considérable de groupes de tout le pays, de Vancouver à Terre-Neuve.

M. Fee: Je vous y encourage.

Il y a une autre chose que vous n'avez pas abordée, et pourtant cela fait partie de votre mandat: la Semaine d'information sur l'alcool et les drogues. Vous n'avez rien dit à ce sujet. J'aimerais savoir comment ça se passe et si vous arrivez à joindre votre public.

M. Danis: Nous participons à un programme de lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Les annonces qui doivent être faites le seront par M. Beatty, le ministre. Il nous appartient de nous intéresser de manière toute particulière aux étudiants qui encourgent le plus de risques. La stratégie nationale de lutte contre les drogues et l'alcool relève du ministère de M. Beatty. Il en serait ainsi de tout programme EÉET—comme il en serait d'ailleurs de la stratégie de lutte contre le SIDA ou des mesures de lutte contre la criminalité. Je pense qu'il s'agit d'un domaine prioritaire et cela est particulièrement vrai du double problème que posent les drogues et l'alcool. La stratégie nationale antidrogue relève, bien sûr, du ministère de la Santé et du Bien-être social. Mais je m'intéresse particulièrement aux étudiants qui courrent les plus grands risques.

• 1230

M. Allan Koury (député de Hochelaga—Maisonneuve): Monsieur le ministre, bienvenue encore une fois.

Mon collègue Fee a fait un commentaire tout à l'heure sur les subventions données à des jeunes pour ouvrir un commerce, pour se lancer en affaires. J'ai vécu cette expérience sur la rue Masson. Un groupe avait eu des subventions semblables pour engager des prisonniers et leur donner une formation de cordonnier. Vu qu'ils étaient subventionnés, c'était moins coûteux. Les deux cordonniers qu'il y avait sur la rue ont fermé leurs portes et, par la suite, le groupe a aussi fermé ses portes, de sorte qu'on s'est retrouvés sans services de cordonnerie.

C'était simplement un commentaire en passant. Il n'est pas nécessaire que vous élaboriez à ce sujet aujourd'hui, monsieur le ministre, mais j'aimerais que vous preniez cela en considération. Quand un groupe subventionné fait la concurrence à un autre commerçant, on l'aide avec les taxes de celui à qui il fait la concurrence.

Mr. Allan Koury (member for Hochelaga—Maisonneuve): Welcome once again.

My colleague Mr. Fee spoke a little earlier on about the subsidies granted to young people in order to enable them to go into business. I went through that on Masson Street. A group had received a subsidy to help them hire former convicts and teach them the shoemaking trade. Since it was a subsidized operation, their prices were lower. The two shoemakers on that street had to close up shop and, eventually, the group also closed up shop, and there were no more shoemakers.

I was just saying that in passing. You don't have to elaborate on this today but I would like you to take that into account. When a subsidized group competes with a regular business, that group is being helped with the money, in effect, taken from the person the group is competing against.